

le québec ETUDIANT

Vol. 2 No.4

NOVEMBRE 1978



Situation au niveau national

Partout au Québec, un mouvement de mécontentement-exprimé par une série de débrayages de plus ou moins longues durées, s'est soulevé contre le régime discriminatoire des Prêts-bourses. Après un été de chômage sans précédent pour les étudiants, la situation financière très précaire que cela amenait pour un grand nombre d'entre nous ne pouvait logiquement trouver une autre solution que cette vague de contestations au niveau national.

Au prise avec une crise économique que nos dirigeants politiques ne savent même plus contrôler - c'est le black-out total un peu partout dans le monde capitaliste, non seulement ne peuvent-ils pas nous garantir d'emplois stables afin de nous permettre de nous conformer à la clause «contribution minimale de l'étudiant», mais de surcroît, le système d'éducation le plus démocratique au monde (cf. le livre blanc sur l'enseignement collégial; quand je lis cela, j'en ai des crises d'hilarité aiguë!) refuse d'écouter les étudiants dans leurs revendications des plus justifiées lorsqu'ils demandent au gouvernement de s'occuper d'eux avant de se préoccuper des marges de profits des capitalistes.

A ce jour, beaucoup d'institutions sont en grève ou en occupation:

Jonquière	Hull
St-Félicien	Sept-îles
Haute-Rive	La Pocatière
Rouyn-Noranda	Rimouski
Shawinigan	Rivière du Loup
Edouard Montpetit	Chicoutimi
Bréboeuf	Limoilou
André Grasset	Alma
Victoriaville	Séminaire St-Augustin
Thetford Mines	Sherbrooke
Lévis-Lauzon	Montmorency
Ste-Foy	Maisonneuve
François Xavier Garneau	St-Laurent
Granby	St-Jean
Rosemont	

Loyola (1 journée 30 nov.)
St-Hyacinthe (journée d'étude vendredi le 25)
Drummondville (lock-out)

A Champlain college, une assemblée générale aura lieu mardi le 28 nov., ainsi que pour les étudiants de la faculté d'art de l'université de Sherbrooke. A Marie-Victorin, l'assemblée générale aura lieu le 27.

Dawson, St-Jérôme et Valleyfield ont tenu leurs assemblées générales la semaine dernière mais on n'a aucune nouvelle. Pour ce qui est de Matane une assemblée générale a eu lieu le 22 et les étudiants ont voté contre. Le même jour un référendum à Ahuntsic ramenait les étudiants à leurs cours. Pour sa part, le cégep de Sorel a donné son appui moral à la lutte.

A Québec, lors de la présentation du livre blanc sur l'enseignement collégial, le Ministre de l'éducation, J.Y. Morin affirmait qu'il n'y avait pas de répression en milieu étudiant. Pourtant, depuis le conflit des prêts-bourses, édition 1978, les cégeps de Shawinigan et de Rimouski ont été plus ou moins violemment évacués par les forces de police. La répression en milieu étudiant, ça n'existe pas, n'est-ce pas Monsieur Morin?

Les étudiants du Québec en ont assez de se faire bafouer dans leurs droits: voilà plusieurs années que nos droits sont considérés, cette année la riposte se fait sentir. Unis tous ensemble, de considérables gains sont possibles face à un gouvernement qui perd de plus en plus de crédibilité face à sa plus grande couche d'électeurs, c'est-à-dire les étudiants. Après deux ans de pouvoir, le gouvernement du PQ a montré ses vraies couleurs, autant face aux travailleurs qu'aux étudiants et aux autres couches défavorisées de la population. LE MEPRIS N'AURA QU'UN TEMPS!

Jean-François Lacerte
Membre de l'AFEUS.



SOMMAIRE:

- La situation dans les universités p. 2
- Lutte locale: cafétéria p. 2
- Editorial p. 3
- Une base d'unité p. 3
- Explication des revendications p. 5
- Ça peut pu continuer comme ça p. 6
- Des photocopies à \$0.02 p. 6
- Le livre blanc: la continuité dans le changement? p. 7
- English Issue p. 8

LE ROLE DE L'ANEQ

Il y a un peu plus d'un an, l'ANEQ entreprenait une tournée nationale sur la question de la gratuité scolaire. Or, à ce moment, le mouvement s'amorçait à partir des dirigeants et fut plus, en fin de compte, une tournée d'information car peu d'institutions ont repris le mot d'ordre alors énoncé. Depuis ce temps, le mouvement fut réorienté, le travail se concentra à restructurer les associations locales et à conscientiser les militants. Ce travail, moins spectaculaire et moins évident, fut tout de même de courte durée; aujourd'hui, les organisations sont en général fortes et solides.

Le mouvement actuel est réellement celui des étudiants et ce sont ceux-ci qui l'organisent. Il ne faut toutefois pas minimiser le rôle de l'organisation nationale car, une fois de plus son travail, s'il s'est fait dans l'ombre, est très actif et est des plus importants. L'ANEQ, en plus de coordonner le mouvement qui prend vraiment une ampleur étonnante et à une rapidité exceptionnelle, essaie d'être présente et est vraiment au coeur de l'action quand elle s'entreprind. L'ANEQ, ses dirigeants,

ses militants, est une association qui s'est bâtie dans l'action pour servir les étudiants, aujourd'hui qu'elle a pris une force et une organisation à l'image des gens qu'elle défend, elle permet de rendre accessible à tous les moyens techniques qui sont fort utiles en temps de lutte.

L'instrument essentiel qu'est une organisation afin de se lier et d'organiser notre lutte, nous l'avons bâtie, il est maintenant temps de s'en servir au gré de nos besoins. Présentement, un lien téléphonique très efficace dessert toutes les institutions membres ou non-membres de la province: toutes ces institutions sont constamment reliées à un centre d'information, ce qui leur permet d'être toujours à jour en ce qui concerne le mouvement national et des derniers développements. Les institutions sont reliées à un point d'information régional (il y a six régions de définies), et ce centre communique à Québec où se rassemble toute l'information au niveau national. Ainsi, les informations centrales sont uniques (il n'y a qu'une seule source d'information), ce qui élimine les possibilités d'erreurs ou de

fausses rumeurs au maximum. De plus, il n'y a qu'une seule voix de négociation; les revendications définies en congrès spécial sont amenées au ministère de l'éducation d'une façon commune et unique. Ainsi, la lutte unifiée prend corps, notre solidarité en est l'âme.

Il est faux de penser que nous pourrions faire des gains importants sans une organisation commune. Aussi, les efforts mis par les membres de l'exécutif et du Conseil Central de l'ANEQ afin de faire renaître la solidarité étudiante ne seront pas vains: en effet, les étudiants refusent de se laisser appauvrir encore, autant économiquement avec un régime de prêts et bourses déficient que pédagogiquement avec un livre blanc où les droits des étudiants sont constamment bafoués. Soutenons nos efforts communs en engageant réellement la lutte de façon unifiée à travers l'association nationale qui est un instrument des plus importants que nous nous sommes donné.

Guy La Rochelle

La situation dans les universités

Depuis le début du conflit des prêts-bourses, édition 1978, la situation dans les universités est au calme fixe, sauf à l'Université Loyola où une journée de débrayage a été décrétée. Pourquoi cette inertie dans les universités du Québec, alors que dans plusieurs institutions, des débrayages massifs s'organisent?

Dans les universités, la complexité bureaucratique des associations étudiantes vient miner le travail qu'il serait possible de faire dans ces grosses usines du «haut-savoir». En effet, vue la grosseur de ces institutions et le nombre de membres que cela représente, des bureaucrates, voire des gérants d'associations étudiantes, ne voient qu'une association avec une structure fédérative comme unique façon de représenter les étudiants au sein de leur association locale. Certes, le principe d'une association de type fédératif est très louable, vu le nombre d'étudiants que cela représente (sans oublier les problèmes spécifiques de chaque faculté et ou de départements), mais ces gens refusent de reconnaître les problèmes communs dus, par exemple, aux coupures de budget dans l'éducation, etc.

Malgré ces complications d'ordre purement bureaucratiques, certaines Universités montrent un peu de vigueur face au conflit des prêts-bourses, comme à Loyola, à l'Université Laval où une manifestation est prévue pour cette semaine (avec le concours de tout le conseil régional de Québec - en particulier le Cégep de Ste-Foy), ou encore comme à l'Université de Montréal où au moins pour l'instant, des consultations avec les étudiants sont prévues pour cette semaine et la semaine prochaine. (consultation - mobilisation? Peut-être).

Malheureusement, une structure bureaucratique genre fédération ne peut pas être dynamique. Un exemple flagrant est la structure fédérative qui régit l'association Fédérative des Etudiants de l'Université de Sherbrooke (AFEUS). Encore en crise cette année pour essayer de déterminer si l'AFEUS doit être une association de service (pour gérer la photocopie, la discothèque et cinémafes) ou une association de lutte pour défendre les intérêts des étudiants. Regroupant environ 6000 étudiants, l'AFEUS se retrouve sans exécutif depuis le

1er novembre, et ce à cause de trois associations de faculté (8 droits de vote sur une possibilité de 29 votants) où leurs gérants ont décidé unilatéralement (sans consulter le moindre de leurs étudiants) de rejeter le virage, depuis si longtemps discuté uniquement en bureau, que l'exécutif mettait de l'avant.

Certes, l'exemple de bureaucratie et de désorganisation qu'est l'AFEUS ne reflète pas la situation de toutes les universités, mais la lenteur de leur réaction semble un signe révélateur que les divisions «académiques» des concentrations en facultés (et parfois aussi en départements) influencent né-

gativement l'organisation du mouvement étudiant en surdivisant les étudiants suivant leurs concentrations plutôt que de les unir, ce qui retarde passablement une prise de position claire de leur part, et surtout de façon rapide.

Jean-François Lacerte
Membre de l'AFEUS.

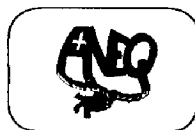
Lutte locale: Cafétéria

Au collège de Sherbrooke, suite à la proposition d'occupation votée à l'assemblée générale de lundi 20 nov. des étudiants veulent prendre en charge la cafétéria pour assurer le service 24 heures sur 24. Ils demandent l'ouverture des portes. Devant le non catégorique de l'administration, les étudiants utilisent une stratégie habile et subtile pour y entrer. Depuis près de 2 ans, on a connu d'énormes hausses dans les services auxiliaires. Les étudiants ne sont vraiment pas gâtés du côté alimentaire. Il est fondamental que la santé par l'alimentation soit un critère important pour la formation globale de l'étudiant. Que nous reste-t-il? La boîte à lunch? C'est impensable que l'on débourse \$2.20 pour un repas, quand on sait que plusieurs étudiants n'arrivent même pas à subvenir à leurs besoins primaires. Comment se fait-il que des médecins et j'en passe aient le privilège de repas à \$1.00 et en plus soient subventionnés par l'état?

dial de rendre un meilleur service, accessible à tous. Actuellement le système de service alimentaire est renversé au collège. Les volontaires dans ce comité ont prouvé qu'il était possible de fournir de bons repas équilibrés pour la modique somme de \$1.00. Vu l'augmentation du taux de fréquentation et l'éventuelle contribution financière de l'état, la cafétéria pourrait offrir un service adéquat.

Danielle Laferté

le
québec
ETUDIANT



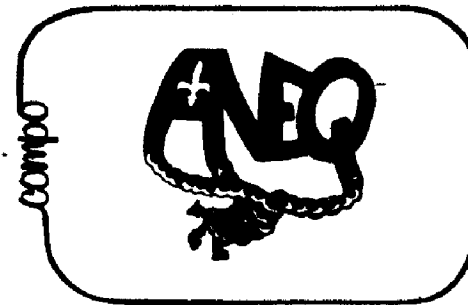
«Le QUEBEC ETUDIANT» est distribué à tous les membres de l'ANEQ sans aucun frais dans tous les Cégeps et universités du Québec. Les groupes ou associations et individus qui désireraient recevoir un abonnement d'un an à domicile doivent envoyer leurs noms et adresses au bureau de la revue accompagnés d'un mandat-poste ou chèque de dix (10) dollars au nom de l'ANEQ. Ce numéro a été publié à 50,000 copies. Les articles signés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction totale ou partielle est permise en mentionnant l'origine. Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec.

Numéro international: ISSN 705-3096

Editeur: Association Nationale des Etudiants du Québec (ANEQ), Administration et trésorier: Jean Latraverse. Atelier composition-montage: Compo-Aneq, 230 Longueuil, Saint-Jean. Distribution Kourrier Ltée. Bureau de la rédaction 1256 Mc Manamy, Sherbrooke, P.Q., tél.: 819-565-5400 ou 819-566-2927, rédacteur en chef: Guy La Rochelle. Publicité: Johanne Fluet: Centre Social, Local 117, Université de Sherbrooke, tél.: 819-565-5400.

**Cette revue
a été photocomposée et montée à:**

L'ATELIER



L'atelier Compo-ANEQ appartient à l'Association Nationale des Etudiants du Québec.

C'est un atelier professionnel qui se classe très avantageusement au niveau du Québec tant pour le service, les prix que pour le standard de qualité.

C'est un atelier spécialisé dans l'éducation et dans le domaine syndical en général mais c'est également une porte ouverte à tous les clients désirant faire photocomposer et monter un journal, une revue, une affiche, un dépliant, un collant publicitaire, etc.

L'atelier Compo-ANEQ est situé au 230 Longueuil, Saint-Jean-sur-Richelieu.

Nous nous ferons un plaisir de vous servir si vous contactez:

Pour l'île de Montréal
COLIN DANYLO
(514) 334-2927
(514) 343-5947
(514) 344-4747

Pour le reste du Québec
RICHARD BOUSQUET
(514) 348-8051
(514) 347-5301

Des droits à rétablir

par Guy La Rochelle
rédacteur en chef

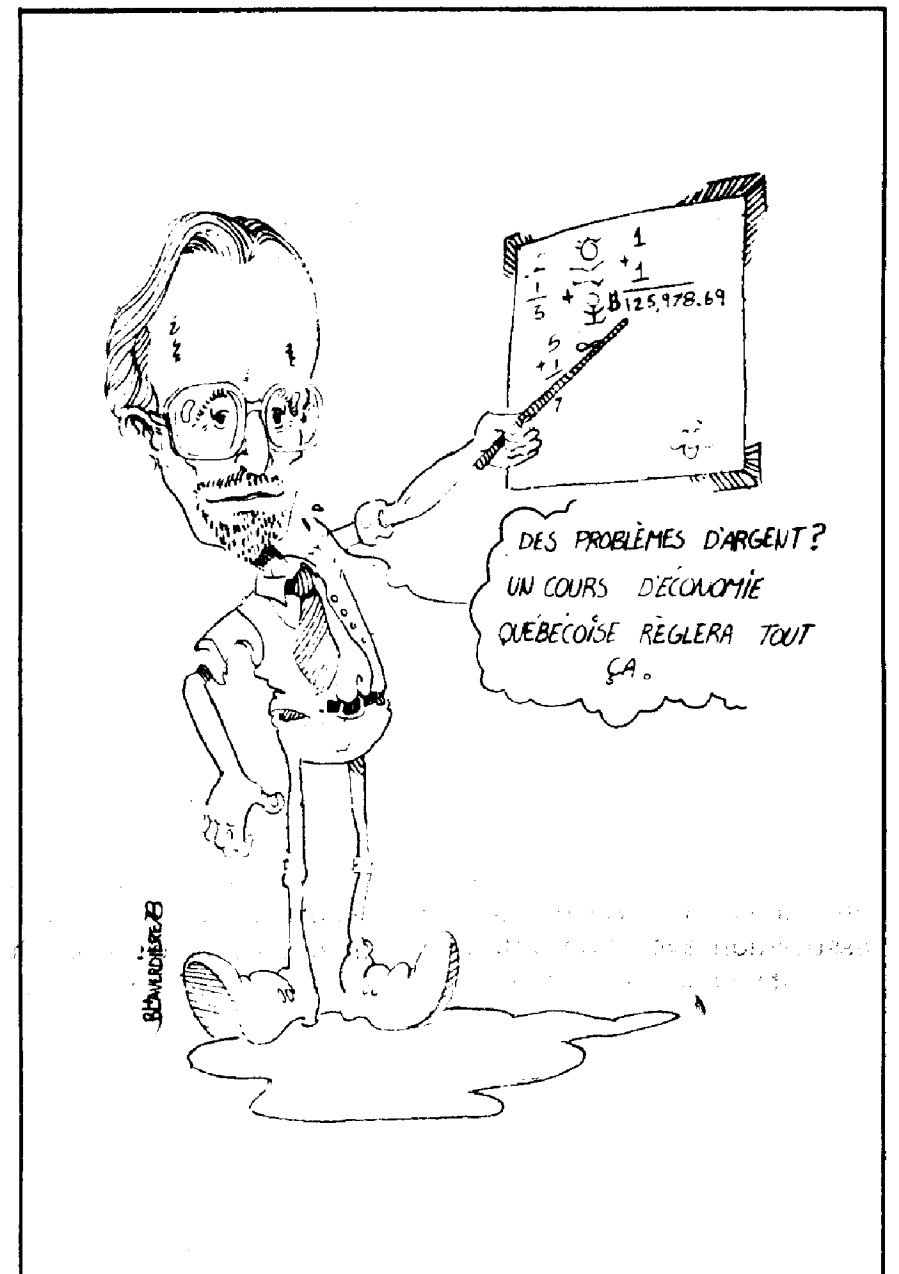
Les étudiants du Québec ont entrepris la lutte la plus importante de leur histoire. Il y a déjà belle lurette que les étudiants réclament la gratuité scolaire à tous les niveaux. La gratuité n'est pas seulement une mesure de démocratisation, mais fait de l'éducation un droit, pas un privilège. L'éducation accessible à tous n'est pas un but final, ce serait bien plus un moyen pour ensuite la rendre au service de tous et non l'école de formation de la classe dominante.

L'attitude actuelle du gouvernement du Québec et, plus spécialement, en matière d'éducation démontre bien quelles sont ses politiques et quels intérêts il défend. Le livre blanc sur l'enseignement collégial n'amène ni solution, ni amélioration; il reprend les mêmes résultats où en étaient venus les rapports GTX et Nadeau et ne tient toujours pas compte de la réalité. Il ne comporte aucun changement au système prêt-bourse et celui-ci ne répond pas à son

rôle, il parle d'enseignement plus global mais ne décloisonne pas les programmes et, de plus, diminue le nombre de cours complémentaires. La priorité du gouvernement actuellement est de subventionner les compagnies afin de créer de nouveaux emplois. A ce titre il coupe les budgets; les services auxiliaires doivent s'auto-financer, on agrandit par en dedans, on restreint les services.

Déjà plus de 33 institutions se sont engagées dans la lutte. On demande des changements en profondeur au système de prêt-bourse, on réclame des changements majeurs au système d'éducation. L'éducation, c'est un droit, tous doivent pouvoir y accéder; pour cela, le gouvernement québécois devra reviser ses positions. Les étudiants ont droit à une éducation de qualité, selon leurs besoins, leurs attentes.

Gardons notre solidarité et ainsi nous gagnerons, tous, ensemble, nous verrons à rétablir les choses. Il y a trop longtemps que nous nous faisons bafouer, il est temps de revendiquer; nous vaincrons l'indifférence!



Une base d'unité

C'est la première fois, dans l'histoire étudiante que le gouvernement nous fournit une arme de combat.

Eh oui, nous parlons du livre blanc! Ce dernier n'améliore en rien la démocratisation de l'enseignement. Ce gouvernement ne veut pas donner aux étudiants la responsabilité de leur éducation. Ce livre blanc parle de beaux principes de démocratisation et d'accessibilité, pourtant lorsqu'on passe à la troisième partie de ce livre, nous nous apercevons de la façon dont il veut diriger l'enseignement post-secondaire. On y parle de bourse d'excellence. Ces bourses ne font rien de plus qu'orienter les gens dépourvus de ressources financières adéquates vers des secteurs où les entreprises exigeront des candidats. Où est la liberté de choix dans cette nouvelle mesure? Comment un étudiant d'un milieu financièrement défavorisé pourrait-il dire non à ces subventions?

Ailleurs on fait allusion à l'orientation des cours de philosophie selon le secteur de chaque étudiant. On parle aussi d'augmenter les surcharges de travail, surcharges déjà assez pénibles à supporter. On projette également l'imposition de cours d'économie québécoise et de civilisation québécoise;

quelle serait l'orientation de ces cours? Une orientation qui ressemblerait peut-être étrangement à celle qu'avait les cours d'histoire du Canada, vers un nationalisme fort avec un gouvernement bourgeois? On parle de regroupement étudiant ou les administrateurs devraient imposer un contrat aux associations. Comment fait-il pour parler de démocratie lorsqu'à l'heure actuelle il ne reconnaît même pas les revendications des étudiants qui veulent apporter des modifications au régime prêts-bourses; modifications qui une fois acceptée seraient une première phase de la démocratisation de l'enseignement?

Le gouvernement cherche plutôt à faire passer, par l'entremise des administrateurs des règlements voulant éliminer les éléments qu'il considère subversifs.

Le livre blanc, avec toutes les mesures qu'il nous impose ou va nous imposer, dans un avenir prochain devrait susciter de la part des étudiants un intérêt particulier vers une unité plus forte pour le droit à l'éducation et son accessibilité.

Mario l'Archevêque

Une page en anglais

Eh oui, ce «Québec étudiant» comprend une page en anglais. Les étudiants du Québec ne sont pas tous francophones et il est important d'informer le plus d'étudiants possible. Les problèmes étudiants sont les mêmes quelque soit notre race ou notre langue, alors il est important, croyons-nous, de publier aussi en anglais. Le «Québec étudiant» est l'organe de tous les étudiants réunis dans l'ANEQ, il faut tenir compte des gens de toutes les institutions afin de les tenir au courant de ce qu'il se passe un peu partout; il est donc indispensable que cette information soit aussi disponible pour les lecteurs anglophones au Québec. Voilà, en bref, un aperçu des raisons motivant le fait de publier aussi en anglais, et nous invitons tous les étudiants à participer à la rédaction.

Le «Québec étudiant» fait peau neuve

Un nouveau format, un nouveau papier, le «Québec Etudiant» se renouvelle en ce qui sera, dorénavant, son apparence normale. Pourquoi ce changement? D'une part, cela permet une plus grande rapidité d'impression, et d'autre part, de couper les coûts de façon significative. Un avantage effectif de cette modification est de pouvoir possiblement paraître plus fréquemment et, de ce fait, de mieux suivre l'actualité.

Le «Québec Etudiant» ne sera plus une revue mais un journal, et la publication des étudiants du Québec sera plus fidèle à leurs besoins, spécialement si la participation à sa rédaction augmente. N'hésitez point à nous envoyer vos articles, ils seront les bienvenus car vous tous saurez informer de façon plus complète l'ensemble des étudiants.

TEXAS INSTRUMENTS

vous présente deux calculatrices scientifiques avec programmation simple



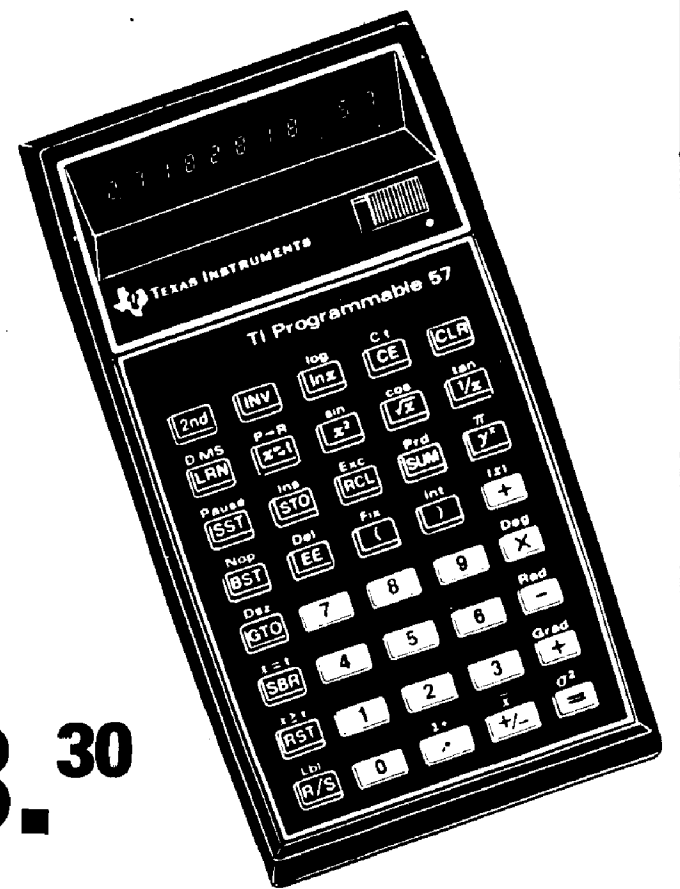
La TI-55. Une calculatrice scientifique versatile et un livret combiné pour la résolution de problèmes mathématiques et statistiques.

Cette calculatrice vous offre jusqu'à 32 pas de programmation pour effectuer des opérations répétitives. Elle calcule les problèmes de trigonométrie, les logarithmes, les racines, les puissances, les factoriels et plus encore. Elle possède 10 registres mémoire adressables et 8 touches préprogrammées de conversion métrique. Le guide spécial offert vous montre les techniques simples pour l'analyse, la prédiction et la prise de décision dans des domaines tels que: le génie, la comptabilité, l'architecture, les mathématiques, la finance, etc.

\$59.⁵⁰

La TI-57 programmable. La calculatrice idéale pour les étudiants et les professionnels en sciences et en génie.

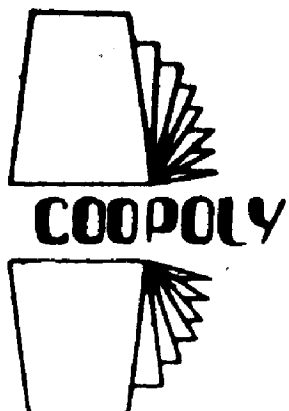
Le système opérationnel AOStm unique aux calculatrices de Texas Instruments vous permet d'introduire le programme d'une manière simple et naturelle, de la même façon que vous le concevez. La mémoire programme peut contenir jusqu'à 150 touches; 6 formes de branchement conditionnel et 2 niveaux de sous-routine élimine la répétition inutile de certaines séquences et augmente ainsi la puissance de programmation. Cette calculatrice possède de plus 8 registres mémoire, 9 niveaux de parenthèses et toutes les fonctions scientifiques, telles trigonométrie, logarithmes, puissances et racines, conversions polaire/rectangulaire et les fonctions statistiques simples.



\$68.³⁰

Pourquoi payer plus cher ailleurs? Venez nous voir.

Commandes postales acceptées avec chèque certifié; prière d'ajouter la taxe de vente provinciale [8%] et les frais d'expédition de \$3.00.



COOPERATIVE ETUDIANTE DE POLYTECHNIQUE

Local C-106
Ecole Polytechnique
Campus de l'Université de Montréal

C.P. 6079, Succ. "A"
Montréal H3C 3A7
TEL.: (514) 344-4841



Explication des revendications

1- Tenir compte des besoins réels de l'étudiant (indexation de la bourse au coût de la vie, tenir compte des disparités régionales)

- Les étudiants comme les travailleurs sont obligés de suivre les augmentations du coût de la vie. Le gouvernement présentement ne considère pas le coût réel de la vie. Les sommes qu'il nous accorde ne sont pas suffisantes pour subvenir à nos besoins. D'ailleurs les étudiants qui sont obligés de suivre des cours se donnant seulement à certains Cégeps et universités, voient leur niveau de dépenses augmenté sans que le gouvernement, par le M.E.Q. (ministère de l'éducation au Québec), en tienne compte.

- C'est pourquoi nous demandons au gouvernement de suivre l'inflation. De comprendre que les étudiants ont des dépenses supplémentaires lorsqu'ils sont obligés de poursuivre leurs études dans d'autres régions.

- Il est important de signaler que le coût de la vie est différent pour les étudiants qui suivent des cours dans la région de Montréal que ceux qui par exemple étudient à Victoriaville (prix du loyer à Montréal \$200.00 env. prix du loyer à Victo. \$100. à \$150. env.)

2- Abolition de l'endettement

- Cette revendication vient qu'un grand nombre d'étudiants ne pourront à la fin de leur étude se trouver un emploi. Comment pourront-ils rembourser au gouvernement des sommes considérables qu'ils ne sont pas capable de se procurer puisque le taux de chômage au Québec se situe à 11%, ces 11% de la population du Québec qui n'ont pas d'emploi regroupent un grand nombre d'étudiants finissants.

- Ce % ne compte pas les 75,000 assistés sociaux qui aboutissent sous ce régime parce qu'il n'y a pas d'emploi disponibles pour eux.

3- Indépendance au niveau post-secondaire

- Dans le régime des prêts-bourses, une contribution obligatoire est demandée aux parents. Ces parents ne pouvant fournir financièrement leur enfant, voient celui-ci se faire voler intégralement par le régime des prêts-bourses.

L'étudiant n'ayant pas assez d'argent ne voit qu'une alternative; celle d'abandonner ses études. L'étudiant devient chômeur, à la recherche d'un emploi pour lui permettre de poursuivre ses études. Pourrons-nous à l'avenir retirer de l'assurance-chômage avec la nouvelle loi en vigueur en avril prochain? NON!

4- Que tout étudiant soit éligible aux prêts-bourses tout au cours de ses études peu importe la durée de celles-ci.

- A l'heure actuelle des étudiants sont obligés de laisser leur étude et de rentrer temporairement sur le marché du travail. C'est alors que le gouvernement, après 4 ans du début des études post-secondaire, refuse d'aider financièrement cet étudiant.

Ex.: Un étudiant en Electro-Technique abandonne ses études pour travailler temporairement en vue du financement de ses études.

1 année de Cégep/ 2 ans marché du travail/ Retour aux études

	2 ans
1ère année	2e année

5 ans

4 ans



Ces 4 années sont considérées comme 4 années d'études. Donc, à la 5ième année, l'étudiant, se voit refuser l'aide financière du gouvernement. Encore là, il doit abandonner ses études pour retourner sur le marché du «travail» (plutôt comme assisté social)

5- Que le statut de non-résident soit reconnu dès le départ de la maison familiale.

- Cette revendication s'applique dans le cas d'étudiants demeurant à 15 milles d'un collège ou d'une université et bénéficiant d'un moyen de transport pouvant les conduire et les ramener de leur demeure à leur école. Le gouvernement ne tient compte que de cette possibilité. Malheur à celui qui désire se rapprocher de l'endroit où il étudie puisqu'aucune augmentation n'est prévue dans son cas. Donc il doit assumer seul le coût de son loyer et de sa nourriture. Faites-vous 26 milles chaque jour pour vous rendre à votre CEGEP ou Université? Si oui, êtes-vous écoeuré de le faire?

6- Vulgarisation du livre de prêt et bourse

- Cette revendication parle par elle-même. En fait, ce que nous demandons c'est que le livre d'explications soit simplifié et par le fait même accessible à tous et ne contenant aucune ambiguïté quant à la formulation.

7- Que le calcul de l'allocation de subsistance soit le même pour les étudiants de niveau collégial et universitaire.

- Le calcul des frais de scolarité étant indépendant des frais de subsistance nous considérons qu'il est tout à fait logique de penser qu'il en coûte le même prix aux universitaires et aux collégiens pour se nourrir, se loger, se vêtir, etc. C'est pourquoi nous demandons au gouvernement de calculer les mêmes frais de subsistance aux étudiants d'université et de CEGEP car, comme mentionné plus haut, les frais de scolarité n'interviennent nullement dans le calcul de cette allocation.

8- Abolition de la contribution minimale de l'étudiant.

- Considérant le taux de chômage étudiant actuel au Québec (40,000 étudiants sans emploi l'été dernier) et le projet de loi qui empêche les étudiants de toucher toute prestation d'assurance chômage nous demandons au gouvernement d'abolir la contribution minimale de \$500.00 qu'il se voit déduire de ses prêts et bourses qu'il ait travaillé ou non.

- Cette contribution pénalise donc une très grande majorité d'étudiant qui ne peuvent réussir à trouver d'emploi. Il serait également faux de penser que l'acceptation de cette revendication par le gouverne-

ment diminuerait la motivation des étudiants à travailler car ce n'est pas cette contribution qui suffirait entièrement à défrayer le coût global des études.

9- Dans le cas de l'étudiant qui suit des cours d'été de moins de 12/hres sem, des cours incomplets, échoués ou abandonnés, l'étudiant devrait pas être considéré comme étant sur le marché du travail.

- Considérant l'indisponibilité à travailler de l'étudiant qui suit un cours d'été à raison de 12 heures ou moins par semaine que ce soit de jour ou de soir et ce pour des raisons de transport, d'horaires, etc... nous demandons au gouvernement de ne pas considérer cette catégorie d'étudiant comme étant sur le marché du travail les obligeant ainsi à gagner un salaire. Ces étudiants qui, comme le mentionne la revendication, doivent suivre des cours d'été pour reprendre ceux qu'ils n'ont pas complétés parce qu'échoués ou abandonnés se voient donc grandement pénalisés financièrement présentement parce qu'humainement parlant il est impossible ou très difficile de suivre le cours d'été et de travailler à la fois.

10- Matériel nécessaire à l'apprentissage gratuit

- Considérant que les étudiants ne peuvent payer le matériel nécessaire à son apprentissage. Nous revendiquons la gratuité de celui-ci, c'est-à-dire que le matériel soit disponible à tous les étudiants. Certain livres par exemple deviennent incomplet comparativement à la nouvelle édition, résultat; livre inutile pour l'étudiant. Tandis que le gouvernement, lui, pourrait insérer dans l'ancienne publication un fascicule complétant l'information.

11- Abolition des frais de scolarité.

- Cette revendication touche surtout le niveau universitaire. Les étudiants sont obligés de déboursier entre \$350. et \$500. chaque session pour poursuivre leurs études. Après toutes les contraintes budgétaires qu'il doit s'imposer, le gouvernement, par l'entremise des universités, inflige aux étudiants ces déboursés. Ainsi avec ce contingentement financier, l'accessibilité aux universités demeure réduite.

L'ESPAGNE 2 SEMAINES \$495

tout compris (avec déjeuner)
2 jours à Casablanca
du 26 décembre au 9 janvier
organisé par le service d'information
voyage de l'AFEUS
DATE LIMITE D'INSCRIPTION:
29 novembre
en collaboration avec Marco Polo

Ca peut pu continuer comme ça

Depuis le début de la session, les étudiants organisés dans leurs associations ont mené: plusieurs luttes pour protéger leurs droits. On a vu les étudiants de Sorel lutter pour la construction d'un nouveau cégep, les étudiants de Maison-Neuve lutter contre les règlements répulsifs, aux résidences, etc... Toutes ces luttes démontraient la volonté des étudiants à défendre le droit à l'éducation et à s'opposer aux différents moyens employés par les administrations locales et le gouvernement du P.Q. afin de faire supporter la crise économique par les étudiants et de casser tout mouvement de riposte de notre part.

De toutes ces pratiques du gouvernement, il ne manquait que le cadre théorique; soit l'étalation. Au début d'octobre, le ministre de l'éducation déposait son livre blanc sur l'enseignement collégial qui définit clairement les politiques du P.Q. à l'éducation: renier le droit de contingentement et en augmentant continuellement les coûts nécessaires pour étudier (réf. article sur le livre blanc). Bref, les mêmes mesures que les gouvernements précédents c'est-à-dire la continuité... sans changement.

Nous voilà donc confrontés à une situation où il nous en coûte de plus en plus cher pour étudier alors que nos revenus sont de moins en moins adéquats.

I- Les coûts augmentent sans cesse

Depuis 1970, les gouvernements coupent les budgets dans l'éducation et

emploient des mesures qui visent à rentabiliser l'éducation. La règle d'auto-financement des services auxiliaires (cafétéria, résidence) amènent des hausses constantes au niveau de ces services. Les hausses de tous les biens nécessaires à la survie (vêtements, nourriture) touchent tous les secteurs de la population.

Toutes ces hausses font pour plusieurs d'entre nous, qu'il est presque impossible de joindre les deux bouts.

II- Nos revenus sont de moins en moins adéquats

Pour les étudiants, les seules sources de revenus sont le travail d'été, le travail par les soirs et le régime de Prêts-Bourses.

Pour ce qui est du travail, il est de plus en plus difficile de se trouver un emploi; cet été, plus de 40,000 étudiants n'ont pas travaillé. De plus, les récentes mesures annoncées par Trudeau, rendront pratiquement impossible la possibilité de retirer de l'assurance-chômage. Nous constatons donc qu'il sera de plus en plus difficile de compter sur ce revenu.

Que reste-t-il? Le régime Prêts-Bourses. Que nous offre-t-il?

Tout d'abord, le système Prêts-Bourses nous accordent une allocation de subsistance qui, même au maximum, (ex: \$69.00 au cégep, \$69.00 à l'université) nous laisse sous le seuil de pauvreté. De ce montant, le gouvernement sous-

trait une contribution minimale de l'étudiant calculée comme suit: (nombre de semaines de vacances - 3) x 120.95. Cette contribution sera exigée de tout étudiant sans tenir compte de ses gains réels. Et comme si cela n'était pas suffisant, on demande une contribution des parents pour tout étudiant n'étant pas marié ou n'ayant pas été sur le marché du travail durant au moins deux (2) ans consécutifs.

De plus, le régime Prêts-Bourses amène un endettement qu'il nous faut rembourser six (6) mois après nos études peu importe la situation dans laquelle le finissant se retrouve (actuellement, pour la plupart, sur le chômage sans prestation).

III- L'importance de lutter pour de meilleures conditions financières

Face à la situation à laquelle nous sommes confrontés, il est important de s'organiser pour mener à bien nos revendications. Les acquis passés du mouvement nous montrent que nous devons lutter constamment pour faire reculer l'état.

Dans les années soixantes, les étudiants des universités ont mené une lutte pour la gratuité scolaire. A l'époque, ils ont obtenu la promesse de gratuité scolaire et une solution temporaire d'aide financière: les Prêts-Bourses. La mobilisation a cessé... 17 ans plus tard, la «solution temporaire» est toujours là... vraiment c'est la continuité... c'est le changement (re: livre blanc). En 1974, 100,000 étudiants débrayèrent afin d'obtenir des Prêts-Bourses adéquats. De cette mobilisation, nous avons soutirer quelques gains (ex: indexation des besoins, etc.).

De toutes ces luttes, un acquis; c'est la mobilisation qu'on obtient des gains.

IV- Lutte pour de meilleures conditions financières c'est lutter pour le droit de l'éducation.

Les difficultés financières provoquées par l'application des mesures de crises attaquent un droit démocratique spécifique: le droit pour tous d'accéder à l'éducation. Il devient alors important de voir qui on va éliminé du système d'éducation par ces mesures: les enfants du milieu ouvrier et des secteurs défavorisés de la population. (25% des étudiants accèdent au cégep. De plus, les étudiants actuels, les moins bien nantis se voient dans l'obligation d'abandonner leurs études ou de travailler (lorsqu'ils peuvent trouver un emploi) ce qui provoque un dédoublement de travail qui a comme effet de nuire au rendement académique (augmentation du taux d'échec).

V- L'unité dans la lutte; la seule solution.

Le mouvement étudiant a patiné un acquis important au cours des nombreuses luttes passées; l'unité est essentielle. Alors que le gouvernement québécois nous attaque avec son livre blanc, il est primordial d'organiser une riposte unifiée. Nous devons mettre de l'avant nos revendications locales faire nôtre les revendications sur les Prêts-Bourses, regrouper l'ensemble dans une réponse au livre blanc.

Développer l'unité dans l'action autour des Prêts-Bourses car cette lutte est l'affaire de tous les étudiants. En période de crise économique, plus que jamais, c'est la mobilisation et l'action qui forcera le gouvernement à «ajuster» ses priorités pour reprendre notre dû. Protégeons et défendons le droit de l'éducation. Pour une aide financière réelle et aussi possible à tous. MOBILISONS-NOUS!!!

Des photocopies à \$0.02 pour les étudiants du collège de Sherbrooke

Eh bien oui! Depuis quelques semaines le «Centre A Moins que...» (magasin général des étudiants) offre un service de photocopies à \$0.02 la copie. Ce service est accessible à tous les étudiants du Collège qui acceptent de poser le geste unitaire de verser \$0.50 pas session pour devenir membre du «Centre A Moins que...». Nous prévoyons que d'ici un an plus de 100,000 photocopies seront effectuées, et représenteront une économie de plus de \$5,000. pour les étudiants.

Une longue histoire!

Imaginez-vous qu'au début d'avril 1978, le seul photocopieur accessible pour les étudiants était celui de la bibliothèque du Cégep et il coûtait \$0.10 par copie.

Le 5 avril, un article était publié dans le Matricule Zéro (journal officiel de l'Association Etudiante) dénonçant le profit de \$3,000. par année fait sur le dos des étudiants avec l'appareil de la bibliothèque (cet appareil est opéré par le Collège). En effet, sur chaque copie effectuée, \$0.05 correspondait à du profit qui restait dans les poches du Collège.

Le 15 avril, le «Centre A Moins que...» se procurait un appareil et commençait à offrir le service à \$0.05. Les objectifs de cet acte:

- permettre aux étudiants d'économiser

- inciter le Collège à offrir des prix abordables à la bibliothèque

Durant le mois de septembre seulement, cet appareil a effectué plus de 10,000 copies pour une économie de \$500. pour les étudiants. Chiffre pas mal important pour le porte-feuille des étudiants.

Une victoire:

Le 11 octobre nous annonçons la VICTOIRE DE LA SEMAINE: Le collège venait de décider de baisser ses prix à \$0.05 à la bibliothèque. Plusieurs petites victoires feront de grosses victoires, et la lutte continue!!!

Le projet de la semaine:

La semaine suivante, soit le 19 octobre nous annonçons un projet de photocopieur à \$0.02. Les étudiants étaient invités à poser un geste solidaire en devenant membre du «Centre A Moins que...» en versant \$0.50. Pour que le projet se réalise, deux conditions étaient essentielles:

- que 300 étudiants deviennent membres d'ici le 1er novembre
- que l'association étudiante appuie financièrement le projet.

Ceux qui versaient le \$0.50 s'assuraient que si le projet aboutissait ils bénéficieraient du service à \$0.02.

Advenant que le projet avorte, le «Centre A Moins que...» assurait le remboursement.

L'unité

Le Matricule Zéro de la semaine du 6 novembre annonçait que l'unité a porté fruit, et que les membres pouvaient maintenant utiliser le service à \$0.02 et que tous les étudiants étaient invités à se joindre à nous.

Pour l'instant, nous nous attendons à ce que le collège emboîte le pas; son service à la bibliothèque est encore à \$0.05.

Améliorons nos conditions:

Chaque cenne qu'économiseront les étudiants renforcera l'objectif de l'association étudiante qui est de «finir notre année ensemble». Nous continuerons à exiger du Collège qu'il offre des services dans des conditions abordables, et nous ne viserons pas à nous substituer à lui dans l'opération de services. Qu'il prenne ses responsabilités, et à l'avantage des étudiants.

L'éducation est un droit. Que l'Etat nous donne les moyens de les assumer. Au lieu de remplir les poches des capitalistes!!!

Luc Loignon
Travailleur au «Centre A Moins que...»
Le 15 novembre 1978

Le livre blanc

La continuité dans le changement?

Jeudi le 5 octobre, le ministre Jacques Yvan Morin procédait au lancement de son livre blanc sur l'éducation. Pour l'occasion l'ANEQ (Association Nationale des Etudiants du Québec) a convoqué les associations étudiantes locales pour se réunir et faire le portrait de la situation dans les CEGEPS à l'heure actuelle, et la transmettre aux média d'information à la conférence de presse.

Dans les jours qui suivent plusieurs étudiants du Québec ont pu étudier le livre blanc du P.Q. et le confronter au programme de l'ANEQ qu'elle s'est donné à son 9ième congrès national au mois de juillet. Le livre blanc ne se veut pas une «réforme en profondeur de l'enseignement collégial», mais plutôt un CHANGEMENT dans la CONTINUITÉ. Effectivement le gouvernement ne bouleverse pas les effets de la crise économique dans l'enseignement. Le P.Q. les fait plutôt siennes.

Continuité

L'abondance des années 60, période de la révolution tranquille, qui accueillit la naissance des CEGEPS. C'est vite obliger de laisser sa place à une période de crise économique qui n'a cessé de se développer depuis. Dès lors certains principes furent ressortis des classeurs poussiéreux des années 30: COUPURE de BUDGETS, RENTABILISATION, REPRESSION. Les RAPPORTS NADEAU et GTX, et le bilan des CEGEP 72, font l'éloge de ces «nouveaux principes» et développent des recommandations pour pouvoir les appliquer concrètement. A cela l'Etat répond dans le livre blanc, «l'enseignement collégial, au même titre que les autres niveaux d'enseignement ne pourra plus évoluer sous le signe de l'abondance qui a marqué les dernières années. Les fonds publics seront administrés avec plus d'économie et leur utilisation sera scruté avec plus d'attention» (livre blanc, p. 63). C'est de cette continuité là que M. J.Y. Morin parle! C'est-à-dire des contingentements comme en technique infirmière, des coupures de budgets comme à CUM et à Sorel, de la rentabilisation comme avec la salle André Mathieu à Montmorency. C'est cette continuité de pensée qui consiste à faire reposer la crise sur le dos du peuple. A cette «solution à la crise» le mouvement étudiant a depuis toujours répondu, par la dénonciation d'une telle politique et par la mobilisation pour refouler les attaques du gouvernement face à nos droits. Tel à Montmorency, CUM, André Laurendeau l'an dernier. Le gouvernement antérieur avec le Parti Libéral et le présent gouvernement se sont tour à tour penché sur ce «folklore» cégépien. Leurs solutions ils les tirent du même panier, celui de la répression, sur les associations étudiantes, les étudiants combattifs et les communistes. «Afin de donner suite à ces initiatives intéressantes, tous les collèges seront invités à mieux définir les conditions de vie des étudiants et notamment les règles relatives à l'admission et au renvoi.» (livre blanc, p. 137). Au Cégep Maisonneuve c'est là où l'on retrouve «ces initiatives intéressantes». On peut y lire des règlements tel que l'article 3 des règlements étudiants qui dit «qu'il est interdit à tout étudiant d'empêcher d'autres personnes de vaguer à leur activité en exerçant sur eux des pressions morales ou des contraintes physiques». Derrière ces formulations vagues, l'administration de Maisonneuve se prépare avec la bénédiction du MEQ à expulser tout étudiant qui voudrait lutter pour ses droits; par exemple, si tu intervies en assemblée générale pour dire que tu trouves inacceptable la nouvelle hausse des prix à la cafétéria, comme c'est le cas à Maisonneuve, et qu'il faudrait prendre des moyens d'action pour revendiquer le retour aux anciens prix, alors tu es certainement en train d'exercer des «pressions morales» sur les étudiants pour les empêcher de vaguer à leur «activités normales». L'article 5 ajoute que si tu es «complice» (tous ceux qui votent pour) de ces infractions tu es susceptible des mêmes sanctions. Et pour comble le livre blanc poursuit page 137 «le gouvernement

souscrit d'emblée à cet apprentissage de la vie en société.»

Ce qui ressort de cette «continuité», c'est que le P.Q. cherche à rentabiliser l'éducation, à l'adapter aux besoins de l'entreprise privée. Et avec la crise économique, il préfère couper les budgets dans les services publics pour les donner en subventions à des compagnies comme Noranda Mines (\$70 millions). Et en même temps, il parre ses mesures pour s'assurer de garder la «paix sociale», la «tranquillité» dont il a besoin pour passer son projet d'indépendance en toute sérénité.

Le changement:

Même si le P.Q. et le Parti Libéral s'entendent pour faire reposer le poids de la crise sur le peuple et les étudiants par les mesures de «continuer». Ils ont d'autres cartes en mains pour défendre les besoins de la bourgeoisie. Le Livre Blanc à deux objectifs; appliquer les mesures de la crise économique dans l'éducation.

2) Renforcer le nationalisme dans le contenu de cours pour faire adopter le projet de la bourgeoisie nationaliste Québécoise, soit l'indépendance.

Là-dessus, le Livre Blanc est clair. «On ne saurait définir l'éducation uniquement par rapport à elle-même. Elle prend tout son sens qu'en fonction du projet collectif global d'une société. Au Québec, comme dans tout pays, aucun projet National durable ne saurait s'édifier sans une éducation de qualité. «Livre Blanc» (page X)

Comment J.Y. Morin compte faire cette «éducation de qualité» pour son «projet National durable»? Premièrement, en rajoutant deux nouveaux cours obligatoires, soient les cours de «civilisations Québécoises» et «d'économie Québécoise».

Pour le cours de «civilisation Québécoise» le P.Q. donne comme objectif: «Au plan collectif, cultiver chez l'étudiant, un sentiment d'appartenance de nature à éclairer et à enrichir sa participation à la vie nationale... Le Ministère discutera de la meilleure façon d'y parvenir. «Livre Blanc (page 110). La Nation Québécoise a une histoire de lutte contre son oppression et la classe ouvrière canadienne et les

deux peuples ont su déjà s'unir contre leurs ennemis comme durant la rébellion de 1837 où le Haut-Canada (Canada-Anglais) et le Bas-Canada (Canada-Français) se sont unis contre le colonialisme britannique. Le P.Q. ne mentionne pas cette unité comme par exemple l'an dernier lors du 150ième anniversaire de 3,738 au village de St-Denis. Des cours d'histoire de la nation, on en veut! Mais on a droit à connaître notre passé et les acquis que nos pères ont eus en menant des luttes.

Avec son cours d'économie québécoise, le Ministre veut que l'étudiant soit familiariser avec les principaux outils d'analyse qui lui permettront de mieux comprendre les institutions économiques du Québec, saisir leurs traits spécifiques et connaître les rapports qu'elles entretiennent avec les économies voisines et avec le monde. Livre Blanc (page 111).

Il veut nous faire comprendre «que c'est dans notre intérêt de se serrer la ceinture», pour que le Québec puisse devenir un grand chantier national. Mais on sait que le gouvernement du P.Q. donne l'argent du peuple soutiré par les impôts aux petites et moyennes entreprises pendant que nous autres on doit lâcher nos études à cause que l'on a plus d'argent et que les Prêts-Bourses sont inaccessibles ou que cela mène à un endettement massif.

Des cours d'économie on en veut, c'est sûr. Mais ce que l'on veut apprendre, c'est les causes de la crise économique et non pas nous expliquer que «l'on a pas les moyens» de mettre du beurre sur notre pain.

Ce n'est pas les seuls «Changements» le cours de Math. qu'il veut rendre obligatoire va lui permettre d'éliminer encore d'autres étudiants avec des cours abstrait qui ne sont pas liés à notre réalité.

Bien entendu, le P.Q. ne veut pas entendre dire qu'il nous a rien donné, alors il parle de la gratuité scolaire, il parle. En ce moment, plus de 14 cégeps, la dénonce à travers la lutte des Prêts-Bourses et les étudiants du soir comme au Vieux Montréal luttent depuis longtemps pour ça. Ca Monsieur le Ministre, on va le prendre de votre Livre Blanc, et les étudiants du soir vont s'unir avec nous, pour une vraie gratuité scolaire. Mais pour le reste, on remobilisera, comme on se mobilise en ce moment sur les Prêts-Bourses pour défendre notre droit à l'éducation.

Grégoire Clavéria,
membre du C.C. de l'ANEQ.



Quebec Etudiant renews itself

A new size, a new type of paper, Quebec Etudiant adopts today this new appearance. Why this change? First, because it is faster to impress that way, and second it cuts down the costs significantly. The big advantage in this modification is that Quebec Etudiant will be able to publish more often and by the fact, will be a better reflect of the events, when they happen.

Quebec Etudiant will not be a magazine anymore, but a newspaper. So, the publication, which is for the students of Quebec, will be more adapted to their needs, especially if the participation in its redaction increases. Do not hesitate to send us your articles: they are welcome! And then everyone will be more informed!

Tiré de «The Campus», Bishop's University

ANYBODY, WITH DETERMINATION AND HARD WORK CAN GO TO UNIVERSITY



THE GREAT MIDDLE CLASS MYTH

Students want positive measures

The strike movement begun by Rimouski CEGEP students on Nov. 7th is now underway. It now includes 14 CEGEPs in the province of Quebec.

The students want positive measures in response to a list of eleven demands. The government doesn't want to invest another penny in education and refuses to satisfy demands even partially. Students must keep the pressure on in order to force the government to pay. Free tuition and a "coherent system of students loans and bursaries" were PQ promises but have never been realized because of the government's economic policy which doesn't permit such expense but instead concentrates money and energy on supporting private enterprise, while the working people are forced to pay as much as they possibly can in taxes. At the same time, public services such as health and education have had their budgets cut.

Students have been severely affected by unemployment this past summer. In Rimouski, seven students out of 10 who went to Manpower centres were never employed. Next summer's prospects are even worse. While their earnings are decreasing, students have to pay more and more for tuition fees, cafeteria food, housing, etc.

Student loans and bursaries have not been adjusted to the growing cost of living because of restricted budgets. Students who want a loan or bursary are expected to contribute at least \$600.00 even if they did not have a job this summer. Parents are required to aid while many either do not want to or cannot. The students loans service suggests the sole alternative of a lawsuit against such recalcitrant parents. All this tends to ensure that those students from the poorer classes of society have very little opportunity to further their education. Those that do stay in school are faced with poverty, insecurity, and growing

debts.

The government has asked for "sacrifices" and a "reasonable attitude" from the students; this means in effect no demands for changes in the loan and bursary system, or weak demands. This is further supported by "save the country" arguments. Students, however, are not responsible for Canada's economic problems; we refuse to pay for the "patching up" to the revenues of private enterprise. Those enterprises themselves are responsible and must pay.

The province is turning to the tactics of direct violence, such as threats, lockouts, and police anti-mob squads. Administration also is creating rumours that the session could be lost in the striking schools. This has not stopped the movements. On November 15, the second anniversary of the PQ government, 600 students in Rimouski burned the PQ's official program and their White Paper on education. More support is wanted from CEGEPs and universities for a movement that is already a strong force against government policy.

The present strike involves simultaneous action against the provincial policy but is only one aspect of a movement that must be extended to everyday life. It is a means of helping those students who need help, and at the same time makes more students conscious of the province's policy as a whole. It will encourage stronger resistance in the future.

FRANCOIS COUTURE,
(former Secretary-General
of A.N.E.Q.)

(Ed. Note: Mr. Couture's article was written on the 15th of November. Since that date, the number of CEGEPs on strike has risen).

An English page

Yes! Quebec Etudiant has now a page in English! Students of Quebec are not all francophones and it is important to inform as many students as possible. The students problems being the same, even though the nationality or the language are not, we believe it is important to publish in English too. And Quebec Etudiant being the organ of all the students belonging to ANEQ, we have to consider people from all the institutions and tell them what is happening everywhere: so the information has to be available for the anglophone readers of Quebec as well.

That is briefly the reasons for that English page in Quebec Etudiant, and of course we invite all the students to participate in its redaction.